



30 septembre 2022

(22-7394)

Page: 1/11

Comité des règles d'origine

Original: anglais

**NOTIFICATION DES RÈGLES D'ORIGINE PRÉFÉRENTIELLES
POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS**

THAÏLANDE

Révision

La communication ci-après, datée du 29 septembre 2022, est distribuée à la demande de la délégation de la Thaïlande.

Le paragraphe 4.3 de la Décision ministérielle de 2015 sur les règles d'origine préférentielles pour les pays les moins avancés (WT/L/917/Add.1) dispose que les Membres accordant des préférences doivent notifier leurs règles d'origine préférentielles conformément aux procédures établies.¹ En outre, comme le prescrit la Décision ministérielle, le Comité des règles d'origine est convenu, à sa réunion du 2 mars 2017, d'un modèle pour ces notifications (G/RO/84).

En application de ces prescriptions, la notification suivante a été reçue de: la Thaïlande.

A. RENSEIGNEMENTS DE BASE

1)	Membre notifiant	Thaïlande
2)	Date d'entrée en vigueur des règles d'origine et de toute modification de fond concernant ces règles	17 novembre 2021
3)	Date d'expiration des règles d'origine, le cas échéant	31 décembre 2026
4)	Titre du schéma de préférences auquel s'applique la législation sur les règles d'origine	Thaïlande – Régime d'accès en franchise de droits et sans contingent (FDSC) pour les pays les moins avancés
5)	Autorité(s) octroyant le traitement préférentiel	Département des douanes de la Thaïlande
6)	Autorités nationales chargées de l'administration des règles d'origine	Division des règles d'origine, Bureau des tarifs douaniers, Département des douanes de la Thaïlande, 1, Sunton Kosa Road, Klong Toey, Bangkok, 10110 Tél. +66-2667-7015, +66-2667-6458

¹ Les prescriptions pertinentes en matière de notification figurent au paragraphe 2 d) de l'annexe 1 du Mécanisme pour la transparence des arrangements commerciaux préférentiels (WT/L/806) et au paragraphe 4 de l'annexe II de l'Accord sur les règles d'origine.

B. RENSEIGNEMENTS SUR LES RÈGLES D'ORIGINE**I. BÉNÉFICIAIRES**

1)	Liste des bénéficiaires	Liste des pays les moins avancés, selon la définition de l'ONU.
2)	Admissibilité	Liste des produits suivant la notification du Ministère des finances relative à l'exemption de droits de douane pour les pays les moins avancés.

II. CRITÈRES POUR DÉTERMINER LA TRANSFORMATION SUBSTANTIELLE

1) Critères généraux, s'ils s'appliquent à tous les produits		
	a) Définition des produits entièrement obtenus	<p style="text-align: center;">ARTICLE 3</p> <p style="text-align: center;">Produits entièrement obtenus ou produits</p> <p>Conformément à la définition de l'article 2, les produits suivants seront considérés comme entièrement obtenus ou produits dans le pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) végétaux et produits végétaux, y compris les fruits, les fleurs, les légumes, les arbres, les algues, les champignons et les végétaux vivants, cultivés et récoltés, cueillis ou ramassés dans le pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC; b) animaux vivants, y compris les bactéries et les virus, nés et élevés dans le pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC; c) produits obtenus à partir d'animaux vivants dans le pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC; d) produits obtenus par la chasse, le piégeage, la pêche, l'agriculture, l'aquaculture, le ramassage ou la capture, dans le pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC; e) minéraux et autres substances naturelles ne relevant pas des alinéas a) à d) du présent article, extraits ou tirés du sol, des eaux, des fonds marins ou de leur sous-sol; f) produits de la pêche en mer et autres produits extraits de la mer par des navires immatriculés dans un pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC et autorisés à arborer son pavillon, et autres produits² extraits des eaux, des fonds marins ou de leur sous-sol en dehors des eaux territoriales³ du pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC, à condition que ce pays dispose du droit d'exploiter ces eaux, ces fonds marins ou leur sous-sol en vertu de la législation nationale applicable du pays bénéficiaire du régime FDSC ou des dispositions pertinentes du droit international au titre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer⁴; g) produits de la pêche en mer et autres produits extraits des hautes mers par des navires immatriculés dans un pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC et autorisés à arborer son pavillon; h) produits transformés et/ou fabriqués à bord de navires-usines immatriculés dans un pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC et autorisés à arborer son pavillon, à l'exclusion des produits mentionnés à l'alinéa g) du présent article; i) produits suivants:

² L'expression "autres produits" s'entend des minéraux et des autres substances présentes de manière naturelle, qui sont extraits des eaux, des fonds marins ou de leur sous-sol en dehors des eaux territoriales.

³ Pour les produits de la pêche en mer obtenus en dehors des eaux territoriales (par exemple, en dehors de la zone économique exclusive), le pays d'origine est le pays où le navire utilisé pour obtenir ces produits est immatriculé et dont il arbore le pavillon, si tant est que le pays ait le droit d'exploiter ces zones en vertu du droit international.

⁴ Conformément au droit international, les navires ne peuvent être immatriculés que dans un seul pays.

		<ul style="list-style-type: none"> i) déchets et résidus provenant de la production et de la consommation dans un pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC, à condition que ces produits ne puissent servir qu'à la récupération de matières premières; ou ii) produits usagés récoltés dans un pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC, à condition que ces produits ne puissent servir qu'à la récupération de matières premières; et j) produits obtenus ou produits dans un pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC à partir des produits visés aux alinéas a) à i) du présent article.
	b) Décrire les critères pour les produits non entièrement obtenus	<p align="center">ARTICLE 4</p> <p align="center">Produits non entièrement obtenus ou produits</p> <p>Aux fins de l'article 2 b), un produit sera considéré comme originaire si sa teneur en valeur conférant l'origine, calculée à l'aide de la formule décrite à l'article 5 (calcul de la teneur en valeur conférant l'origine) est au moins égale à 50 pour cent de sa valeur f.a.b., et si le processus de production final a lieu dans un pays bénéficiaire du régime FDSC.</p>
	c) Indiquer la formule pour le calcul du pourcentage <i>ad valorem</i>	<p align="center">ARTICLE 5</p> <p align="center">Calcul de la teneur en valeur conférant l'origine</p> <p>1. Aux fins de l'article 4 (produits non entièrement obtenus ou produits) la formule pour calculer la teneur en valeur conférant l'origine est la suivante:</p> $QVC = \frac{\text{f.a.b.} - \text{VMN}}{\text{f.a.b.}} \times 100 \%$ <p>Où:</p> <p>TVO est la teneur en valeur conférant l'origine d'un produit, en pourcentage;</p> <p>VMN est la valeur des matières non originaires utilisées dans la production.</p> <p>Le sigle "f.a.b." désigne la valeur franco à bord de la marchandise, englobant le coût de transport jusqu'au port ou au lieu d'expédition finale à l'étranger, conformément à la définition de l'article 1 c) des Règles d'origine régissant le traitement tarifaire préférentiel en faveur des PMA au titre du régime FDSC de la Thaïlande.</p> <p>2. Aux fins du calcul de la TVO mentionnée à l'alinéa 1 du présent article, la valeur des matières non originaires est:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) la valeur c.a.f. au moment de l'importation des produits ou au moment où l'importation peut être prouvée; ou ii) le premier prix établi payé pour les produits d'origine indéterminée sur le territoire du pays bénéficiaire du régime FDSC où l'ouvrage ou la transformation a lieu.
2) Règles d'origine par produit lorsque cela s'applique		
	a) Indiquer le lien permettant de consulter la liste complète des règles d'origine par produit	-
	b) Indiquer la formule pour le calcul du pourcentage <i>ad valorem</i>, lorsqu'elle s'applique pour la règle par produit	-
3)	Définition des produits non originaires et des produits originaires, le cas échéant	<p align="center">ARTICLE 1^{er}</p> <p align="center">Définitions</p> <p>h) l'expression "produit originaire" ou "matière originaire" s'entend des produits ou des matières qui peuvent être considérés comme originaires en vertu des dispositions des présentes règles d'origine régissant le traitement tarifaire préférentiel en faveur des PMA, au titre du Régime d'accès en franchise de droits et sans contingent (FDSC) de la Thaïlande.</p>

4)	Liste des ouvraisons ou transformations insuffisantes, le cas échéant	<p style="text-align: center;">ARTICLE 6</p> <p style="text-align: center;">Opérations et procédés minimes</p> <p>1. Nonobstant les dispositions des présentes règles d'origine régissant le traitement tarifaire préférentiel en faveur des PMA, au titre du Régime d'accès en franchise de droits et sans contingent (FDSC) de la Thaïlande, un produit ne sera pas considéré comme originaire du territoire d'un pays bénéficiaire du régime FDSC si les opérations suivantes sont menées séparément ou de manière combinée sur le territoire de ce pays:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) opérations visant à ce qu'un produit soit conservé en bon état pendant le transport et l'entreposage; b) changement d'emballage, divisions et réunions de colis; c) simple⁵ lavage, nettoyage, suppression de la poussière, de l'oxyde, de l'huile, de la peinture ou d'autres revêtements; d) opérations simples⁵ de peinture et de polissage; e) décortilage, blanchiment partiel ou complet, lissage et glaçage des céréales ou du riz; f) opérations consistant dans l'addition de colorants au sucre ou dans la formation de morceaux de sucre; g) simple⁵ épluchage, dénoyautage ou écorçage; h) aiguisage, simple broyage ou simple coupage; i) criblage, tamisage, triage, classement, rangement par classe, assortiment; j) simple mise en bouteilles, en canettes, en flacons, en sacs, en étuis, en boîtes, sur cartes, sur planchettes ou toute autre opération simple de conditionnement; k) apposition ou impression sur les produits ou sur leurs emballages, de marques, d'étiquettes, de logos ou d'autres signes distinctifs similaires; l) simple mélange⁶ de produits, même de natures différentes; m) simple⁵ réunion de parties en vue de constituer un produit complet ou démontage de produits en parties; n) simples⁵ essais ou étalonnages; ou o) abattage d'animaux.⁷
5)	Règles concernant l'application du cumul et procédures connexes	Le régime ne prévoit pas de cumul.
6)	Tout autre renseignement jugé nécessaire par le Membre	-

III. PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE DOCUMENTS REQUIS

1) Certificat d'origine et autres preuves de l'origine		
	a) Obligation de présenter un certificat d'origine et/ou toute autre preuve de l'origine, le cas échéant	<p style="text-align: center;">Règle 2</p> <p style="text-align: center;">Certificat d'origine (formulaire FDSC)</p> <p>1. Le certificat d'origine (formulaire FDSC) sera présenté sur du papier blanc au format ISO A4 conformément au modèle figurant à l'appendice 1 de la présente Annexe. Il sera établi en anglais uniquement.</p>

⁵ Le terme "simple" s'entend généralement d'une activité qui ne requiert pas de compétences spéciales, de machines, d'appareils ou d'équipement spécifiquement produits ou installés pour mener cette activité.

⁶ L'expression "simple mélange" s'entend généralement d'une activité qui ne requiert pas de compétences spéciales, de machines, d'appareils ou d'équipement spécifiquement produits ou installés pour mener cette activité. Néanmoins, un simple mélange ne comprend pas de réaction chimique. L'expression "réaction chimique" s'entend de tout processus (y compris biologique) résultant en une molécule présentant une nouvelle structure, s'effectuant par rupture des liaisons intramoléculaires et formation de nouvelles liaisons intramoléculaires, ou par modification de la disposition spatiale des atomes dans une molécule.

⁷ Le terme "abattage" s'entend de la mise à mort d'animaux et des opérations ultérieures comme le découpage, la réfrigération, la congélation, le salage, le séchage ou le fumage, qui visent à préserver les produits pendant l'entreposage et le transport.

		<p>2. Le certificat d'origine (formulaire FDSC) comprendra 1 exemplaire original et 2 copies (deuxième et troisième exemplaires). L'exemplaire original sera envoyé par le pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC à l'importateur établi dans le Royaume de Thaïlande pour présentation aux autorités douanières thaïlandaises. Le deuxième exemplaire sera conservé par l'autorité délivrant le certificat dans le pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC. Le troisième exemplaire sera conservé par le producteur ou l'exportateur du pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC.</p> <p>3. Chaque certificat d'origine (formulaire FDSC) comportera un numéro de référence unique attribué séparément par chaque lieu ou bureau de délivrance.</p> <p>4. La signature et le nom complet des fonctionnaires agréés, et la vignette des autorités délivrant le certificat dans le pays bénéficiaire du régime FDSC figureront sur le certificat d'origine (formulaire FDSC).</p> <p>5. La classification tarifaire à 6 chiffres du Système harmonisé (SH) sera indiquée sur le certificat d'origine (formulaire FDSC), et la désignation des produits devra être en substance identique à la désignation figurant sur la facture et à la désignation des produits dans le SH.</p> <p>6. Aux fins de l'application des dispositions de l'article 2 des règles d'origine du régime FDSC, le critère d'origine applicable sera indiqué dans la case 6 du certificat d'origine (formulaire FDSC).</p> <p>7. Il sera possible de déclarer plusieurs articles sur le même certificat d'origine (formulaire FDSC), pour autant que chacun d'eux réponde séparément aux conditions requises. Si tous les articles ne peuvent pas être déclarés sur une seule page, ils pourront figurer sur une feuille jointe de papier blanc au format ISO A4, conformément au modèle fourni à l'appendice 2 de la présente annexe.</p>
	b) Autorité à désigner pour la délivrance du certificat d'origine	<p style="text-align: center;">Règle 1 Définitions</p> <p>a) L'expression "autorité délivrant le certificat" s'entend de toute autorité gouvernementale ou toute autre entité habilitée à délivrer un certificat d'origine (formulaire FDSC) en vertu des lois, règlements et règles administratives internes d'un pays bénéficiaire du régime FDSC.</p>
	c) Formulaire prescrit pour le certificat d'origine et/ou toute autre preuve de l'origine	<p style="text-align: center;">Règle 2 Certificat d'origine (formulaire FDSC)</p> <p>1. Le certificat d'origine (formulaire FDSC) sera présenté sur du papier blanc au format ISO A4, conformément au modèle figurant à l'appendice 1 de la présente annexe. Il sera établi en anglais uniquement.</p> <p>2. Le certificat d'origine (formulaire FDSC) comprendra un exemplaire original et 2 copies (deuxième et troisième exemplaires). L'exemplaire original sera envoyé par le pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC à l'importateur établi dans le Royaume de Thaïlande pour présentation aux autorités douanières thaïlandaises. Le deuxième exemplaire sera conservé par l'autorité délivrant le certificat dans le pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC. Le troisième exemplaire sera conservé par le producteur ou l'exportateur du pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC.</p> <p>3. Chaque certificat d'origine (formulaire FDSC) comportera un numéro de référence unique attribué séparément par chaque lieu ou bureau de délivrance.</p> <p>4. La signature et le nom complet des fonctionnaires agréés, et la vignette des autorités délivrant le certificat dans le pays bénéficiaire du régime FDSC figureront sur le certificat d'origine (formulaire FDSC).</p> <p>5. La classification tarifaire à 6 chiffres du Système harmonisé (SH) sera indiquée sur le certificat d'origine (formulaire FDSC), et la désignation des produits devra être en substance identique à la désignation figurant sur la facture et à la désignation des produits dans le SH.</p>

	<p>6. Aux fins de l'application des dispositions de l'article 2 des règles d'origine du régime FDSC, le critère d'origine applicable sera indiqué dans la case 6 du certificat d'origine (formulaire FDSC).</p> <p>7. Il sera possible de déclarer plusieurs articles sur le même certificat d'origine (formulaire FDSC), pour autant que chacun d'eux réponde séparément aux conditions requises. Si tous les articles ne peuvent pas être déclarés sur une seule page, ils pourront figurer sur une feuille jointe de papier blanc au format ISO A4, conformément au modèle fourni à l'appendice 2 de la présente annexe.</p> <p style="text-align: center;">Règle 3</p> <p style="text-align: center;">Délivrance d'un certificat d'origine (formulaire FDSC)</p> <p>1. L'exportateur établi dans le pays bénéficiaire du régime FDSC ou son représentant agréé présentera une demande écrite de certificat d'origine (formulaire FDSC), accompagnée des pièces justificatives prouvant que les produits destinés à être exportés remplissent les conditions requises pour la délivrance d'un certificat d'origine (formulaire FDSC).</p> <p>2. Le certificat d'origine (formulaire FDSC) sera délivré par les autorités compétentes d'un PMA exportateur bénéficiaire si les produits destinés à être exportés peuvent être considérés comme originaires de ce PMA bénéficiaire. Afin de déterminer le caractère originaire, les autorités délivrant le certificat dans le pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC auront le droit de demander des pièces justificatives ou d'effectuer toute vérification qui leur paraîtrait nécessaire.</p> <p>3. Le certificat d'origine (formulaire FDSC) sera délivré avant l'expédition ou au moment de celle-ci. Dans les cas exceptionnels où un certificat d'origine (formulaire FDSC) n'aurait pas été délivré à la date de l'expédition, le certificat d'origine (formulaire FDSC) pourra être délivré rétroactivement dans un délai de 1 an à compter de la date d'expédition, auquel cas la mention "ISSUED RETROACTIVELY" ("DÉLIVRÉ RÉTROACTIVEMENT") figurera dans la case 9 du certificat d'origine (formulaire FDSC).</p> <p>4. Le certificat d'origine (formulaire FDSC) sera valable 1 an à compter de la date de sa délivrance.</p> <p>5. Le certificat d'origine (formulaire FDSC) ne devra comporter ni grattages ni surcharges. Toute modification sera apportée:</p> <p>a) en rayant les passages erronés et en ajoutant les éléments nécessaires. Ces modifications devront être approuvées par un fonctionnaire habilité à signer un certificat d'origine (formulaire FDSC) qui y apposera la vignette des autorités compétentes ainsi que sa signature officielle et son nom complet pour les certifier exactes; ou</p> <p>b) en délivrant un nouveau certificat d'origine (formulaire FDSC) pour remplacer le certificat erroné. Le nouveau certificat d'origine (formulaire FDSC) portera le même numéro de référence et la même date de délivrance que le certificat d'origine original. La mention "REPLACED C/O NO. ... ISSUED DATE ..." ("REPLACE LE CERTIFICAT D'ORIGINE N° ... DATE DE DÉLIVRANCE ...") figurera dans la case 9. Le nouveau certificat d'origine (formulaire FDSC) prendra effet à compter de la date de délivrance du certificat original.</p> <p>6. En cas de vol, de perte ou de destruction du certificat d'origine (formulaire FDSC), l'exportateur pourra demander par écrit aux autorités ayant délivré le certificat dans le pays bénéficiaire du régime FDSC que des copies certifiées conformes de l'original et du deuxième exemplaire soient établies sur la base des documents d'exportation en leur possession, en faisant figurer dans la case 9 la mention "CERTIFIED TRUE COPY FOR THE ORIGINAL CERTIFICATE NO...DATED..." ("COPIE CERTIFIÉE CONFORME DU CERTIFICAT D'ORIGINE N° ... DATÉ DU ..."). La copie portera la même date que le certificat d'origine (formulaire FDSC)</p>
--	---

	<p>original. La copie certifiée conforme d'un certificat d'origine (formulaire FDSC) sera délivrée pendant la période de validité du certificat original et à condition que l'exportateur fournisse le troisième exemplaire aux autorités compétentes du pays bénéficiaire du régime FDSC. La durée de validité de la copie certifiée conforme du certificat d'origine (formulaire FDSC) sera la même que celle du certificat original.</p> <p>7. La signature autorisée, le nom complet et la vignette officielle requis à la case 11, qui est réservée aux autorités délivrant le certificat dans le pays bénéficiaire du régime FDSC, peuvent être manuscrits ou apposés sous forme électronique.</p> <p style="text-align: center;">Règle 4 Présentation</p> <p>Pour demander un traitement tarifaire préférentiel, au moment de l'importation, l'importateur devra présenter aux autorités douanières un certificat d'origine (formulaire FDSC) valable, ainsi que les autres documents requis en vertu des lois et des règlements thaïlandais.</p> <p style="text-align: center;">Règle 5 Erreur mineure</p> <p>Si le caractère originaire des produits ne fait aucun doute, la constatation d'erreurs telles que de légères discordances ou omissions, des fautes de frappe ou des débordements de marges entre les mentions portées sur le certificat d'origine (formulaire FDSC) et celles figurant dans les documents présentés aux autorités douanières thaïlandaises pour l'accomplissement des formalités d'importation des produits, n'entraînera pas <i>ipso facto</i> la nullité du certificat d'origine (formulaire FDSC) si celui-ci correspond effectivement aux produits présentés.</p> <p style="text-align: center;">Règle 6 Deux factures ou plus</p> <p>Un certificat d'origine (formulaire FDSC) indiquant les numéros et les dates de deux factures ou plus délivrées pour une seule expédition devrait être accepté par les autorités douanières de la Thaïlande.</p> <p style="text-align: center;">Règle 7 Facture de pays tiers</p> <p>1. Les autorités douanières thaïlandaises accepteront le certificat d'origine (formulaire FDSC) dans les cas où la facture est délivrée par une entreprise établie dans un pays tiers ou par un exportateur établi dans un PMA pour le compte de ladite entreprise, à condition que les produits satisfassent aux prescriptions en matière de règles d'origine du régime FDSC.</p> <p>2. Le certificat d'origine (formulaire FDSC) portera la mention "THIRD COUNTRY INVOICING" ("FACTURE DE PAYS TIERS") et indiquera dans la case 9 le nom, l'adresse et le pays de l'entreprise délivrant la facture. Si les produits sont facturés par un pays tiers, le numéro et la date de la facture délivrée par les exportateurs et le numéro et la date de la facture délivrée par le pays tiers (si ces renseignements sont connus) pour l'importation des produits dans le Royaume de Thaïlande seront indiqués sur le certificat d'origine.</p>
d)	<p>Toutes autres procédures appliquées pour le certificat d'origine et/ou toute autre preuve de l'origine, le cas échéant</p> <p>-</p>

2) Expédition directe	
<p>a) Règles applicables pour l'expédition directe, le cas échéant</p>	<p style="text-align: center;">ARTICLE 7 Expédition directe</p> <p>1. Le traitement tarifaire préférentiel sera appliqué aux produits qui satisfont aux prescriptions des règles d'origine régissant le traitement tarifaire préférentiel en faveur des PMA, au titre du Régime d'accès en franchise de droits et sans contingent (FDSC) de la Thaïlande, et qui sont expédiés directement du territoire du pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC vers la Thaïlande.</p> <p>2. Les produits suivants seront considérés comme expédiés directement du pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC vers la Thaïlande:</p> <p>a) produits transportés d'un pays bénéficiaire du régime FDSC vers la Thaïlande;</p> <p>b) produits transportés via un ou plusieurs pays bénéficiaires du régime FDSC autres que le pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC, ou via un pays non bénéficiaire du régime FDSC, à condition que:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) l'entrée en transit se justifie pour des raisons géographiques ou par des considérations liées exclusivement aux exigences du transport; ii) les produits n'y soient ni commercialisés ni consommés; et iii) les produits n'y aient fait l'objet d'aucune opération autre que le déchargement et le rechargement ou que toute opération nécessaire pour les garder en bon état.
<p>b) Prescription concernant les documents prouvant l'expédition directe, y compris lorsque le transport nécessite un transit par un ou plusieurs pays intermédiaires, le cas échéant</p>	<p style="text-align: center;">Règle 8 Documents requis aux fins de la mise en œuvre de l'article 7 2) b) (expédition directe)</p> <p>Aux fins de l'application de l'article 7 2) b) (expédition directe) des règles d'origine du régime FDSC, lorsque le transport est effectué via le territoire d'un ou plusieurs pays bénéficiaires du régime FDSC autres que le pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC, ou via des pays non bénéficiaires, et à condition que les produits restent sous la surveillance des autorités douanières des autres pays bénéficiaires du régime FDSC ou des pays non bénéficiaires, les documents suivants seront présentés aux autorités douanières de la Thaïlande:</p> <p>a) une lettre de transport aérien, une lettre de transport aérien de bout en bout, un connaissement, un connaissement de bout en bout ou un document de transport multimodal ou combiné selon le cas qui certifie le transport depuis le pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC jusqu'au Royaume de Thaïlande. En l'absence de lettre de transport aérien de bout en bout ou de connaissement de bout en bout, des pièces justificatives conformes à la législation nationale, émises par les autorités douanières ou toute autre autorité compétente de l'/des autre(s) pays bénéficiaire(s) du régime FDSC ou du/des pays non bénéficiaire(s) qui a/ont autorisé l'opération sont requises;</p> <p>b) l'exemplaire original du certificat d'origine (formulaire FDSC) délivré par les autorités compétentes du pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC; et</p> <p>c) une facture commerciale des produits.</p>

IV. VÉRIFICATION ET SANCTIONS

1)	Procédure de vérification des preuves de l'origine	<p style="text-align: center;">Règle 9</p> <p style="text-align: center;">Procédure de vérification</p> <p>1. Une demande de vérification du certificat d'origine (formulaire FDSC) sera présentée de manière aléatoire ou chaque fois que les autorités douanières de la Thaïlande auront des doutes raisonnables quant à l'authenticité du certificat d'origine (formulaire FDSC), au caractère originaire des produits importés ou au respect des prescriptions en matière d'expédition des produits.</p> <p>2. Aux fins de l'application de la disposition énoncée à l'alinéa 1, les autorités douanières de la Thaïlande présenteront la demande officielle de vérification du certificat d'origine (formulaire FDSC) à l'autorité ayant délivré le certificat dans le pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC. Une copie du certificat d'origine (formulaire FDSC) ainsi que les documents pertinents seront joints à cette demande. En attendant les résultats de la vérification, les autorités douanières de la Thaïlande suspendront l'application des dispositions concernant le traitement préférentiel. La mainlevée des marchandises pourra être octroyée à l'importateur, à condition que celles-ci ne soient pas sous le coup d'une interdiction ou d'une restriction à l'importation et qu'il n'y ait pas de soupçon de fraude.</p> <p>3. À réception d'une demande de vérification, l'autorité compétente du pays bénéficiaire du régime FDSC y répondra rapidement. Les résultats de la vérification seront communiqués à la Thaïlande dans un délai de 4 mois à compter de la date de réception de la demande. Ils établiront avec précision l'authenticité du certificat d'origine (formulaire FDSC), le caractère originaire des produits ou le respect des prescriptions en matière d'expédition des produits, selon le type de demande.</p> <p>4. Si l'autorité compétente du pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC ne répond pas dans un délai de 4 mois ou si les renseignements fournis ne sont pas suffisants, une deuxième communication sera envoyée. Si les autorités douanières de la Thaïlande ne reçoivent pas de réponse à la deuxième communication dans un délai de 3 mois ou si les résultats de la vérification ne fournissent pas de renseignements détaillés prouvant l'authenticité du certificat d'origine (formulaire FDSC), le caractère originaire des produits ou le respect des prescriptions en matière d'expédition des produits, les autorités douanières thaïlandaises refuseront d'accorder les préférences tarifaires aux produits déclarés dans ce certificat d'origine (formulaire FDSC).</p> <p>5. Si les autorités douanières de la Thaïlande ne sont pas satisfaites des résultats de la vérification rétroactive, elles pourront demander, à titre exceptionnel, de procéder à une visite de vérification dans le pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC.</p> <p>a) Avant de procéder à la visite de vérification, les autorités douanières thaïlandaises notifieront à l'autorité compétente du PMA exportateur bénéficiaire du régime l'objectif et les moyens de la visite.</p> <p>b) La visite de vérification devra être effectuée au plus tard 4 mois après la réception de la notification.</p> <p>Si le pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC ne répond pas à la demande relative à la visite de vérification, les autorités douanières de la Thaïlande pourront refuser d'accorder les préférences tarifaires aux produits déclarés sur le certificat d'origine (formulaire FDSC).</p>
----	---	--

		<p>6. Aux fins du processus de vérification défini aux alinéas 2 à 5, les deuxième et troisième exemplaires du certificat d'origine (formulaire FDSC) et les autres documents pertinents devront être conservés pendant 5 ans au moins à compter de la date de délivrance par l'autorité ayant délivré le certificat et par l'exportateur ou son représentant agréé dans le pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC.</p> <p>7. Tous les renseignements échangés entre le pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC et le Royaume de Thaïlande seront traités comme confidentiels et ne seront utilisés qu'aux fins de la vérification du certificat d'origine (formulaire FDSC).</p>
2)	Sanctions pour fraude et fausses déclarations	<p>Règle 12</p> <p>Mesures contre les pratiques frauduleuses</p> <p>1. En cas de suspicion de pratique frauduleuse en rapport avec un certificat d'origine (formulaire FDSC) l'autorité gouvernementale du pays bénéficiaire du régime FDSC concerné devra coopérer pour faire appliquer les mesures prises contre les personnes impliquées sur son territoire.</p> <p>2. Chaque pays bénéficiaire du régime FDSC prévoira des sanctions juridiques pour les pratiques frauduleuses en rapport avec un certificat d'origine (formulaire FDSC).</p>
3)	Autorités et procédures de recours en cas de différend au sujet de la vérification	<p>Recours concernant les tarifs douaniers</p> <p>Demander un réexamen</p> <p>Pour contester une décision, les importateurs en discutent tout d'abord avec le fonctionnaire qui a pris cette décision au bureau des douanes du port d'entrée/de sortie. Si le différend persiste, le fonctionnaire des douanes du port d'entrée/de sortie peut transmettre les caractéristiques des produits en cause à la Direction des tarifs douaniers située au siège des douanes, en lui demandant de communiquer l'origine de ces produits. Si les importateurs ne sont pas satisfaits de la décision rendue par le Bureau des tarifs douaniers, ils peuvent déposer un recours auprès du Comité d'appel par l'intermédiaire du Bureau des tarifs douaniers, dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision.</p> <p>Toutes les demandes doivent être présentées par écrit et être accompagnées des pièces justificatives pertinentes.</p> <p>Procédures d'appel</p> <p>Les procédures d'appel concernant les règles d'origine sont semblables à celles qui concernent le classement tarifaire. Les douanes thaïlandaises procèdent à un examen approfondi et impartial des différends concernant les règles d'origine, le classement tarifaire et la valeur en douane. Dès lors que l'importateur a déposé un recours dans les 30 jours suivant la date de réception de l'avis d'évaluation des douanes, les fonctionnaires douaniers compétents examinent les motifs de la décision considérée. Ces fonctionnaires peuvent vous contacter pour</p>
4)	Prescription concernant la conservation des documents liés à la délivrance du certificat d'origine	<p>Règle 9</p> <p>Processus de vérification</p> <p>6. Aux fins du processus de vérification défini aux alinéas 2 à 5, les deuxième et troisième exemplaires du certificat d'origine (formulaire FDSC) et les autres documents pertinents devront être conservés pendant 5 ans au moins à compter de la date de délivrance, par l'autorité ayant délivré le certificat et par l'exportateur ou son représentant agréé dans le pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC.</p> <p>7. Tous les renseignements échangés entre le pays exportateur bénéficiaire du régime FDSC et le Royaume de Thaïlande seront traités comme confidentiels et ne seront utilisés qu'aux fins de la vérification du certificat d'origine (formulaire FDSC).</p>
5)	Tout autre renseignement pertinent	-

V. TEXTES DE RÉFÉRENCE

a)	Les textes législatifs, dans l'une des langues officielles de l'OMC, contenant les règles d'origine préférentielles applicables au titre d'un ACPr conclu dans le cadre de la Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés (Annexe F de la Déclaration ministérielle de Hong Kong)	https://www.customs.go.th/cont_strc_simple_net_with_download.php?lang=en&ini_content=usage_fta_and_wto_01_18&ini_menu=menu_interest_and_law_160421_01&left_menu=menu_fta_and_wto
b)	Le texte complet des règlements administratifs concernant les modalités de délivrance, d'acceptation, de délivrance rétrospective et de remplacement des certificats d'origine ou de toutes déclarations équivalentes devant être faites, y compris toutes prescriptions concernant les vignettes à utiliser et les notifications des vignettes	
c)	Le texte complet des modalités concernant la preuve du mouvement de l'expédition des marchandises des pays bénéficiaires vers les pays accordant les préférences, y compris le transit par des pays tiers, et les règlements administratifs s'y rapportant	
d)	Les textes complets des modalités des procédures de vérification et des sanctions y afférentes	